

TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE AU 2^{ième} TRIMESTRE 2020 :

Economie et entreprises en pleine grippe Covid-19 !

Ce document, publié trimestriellement par le GICAM et intitulé Tableau de Bord Trimestriel de l'Economie, fait le round-up des activités économiques au 2^{ième} trimestre 2020, reflété par les opinions des chefs d'entreprises interrogés sur l'évolution de l'activité dans leurs entreprises et secteurs respectifs.

Il présente aussi par anticipation, la perception de ces derniers sur le 3^{ème} trimestre 2020. Les indicateurs portent sur :

- la tendance de l'activité au cours de la période sous revue (2^{ème} trimestre 2020) et de celle anticipée au 3^{ème} trimestre 2020,

- l'évaluation de l'environnement interne et externe de l'entreprise.

Les chefs d'entreprises ont également été invités à exprimer leurs attentes spécifiques et quelques propositions pour l'amélioration de l'environnement des affaires.

L'analyse procède à des comparaisons avec les tendances observées au cours du trimestre précédent (1^{er} trimestre 2020) et par rapport au même trimestre de l'année n-1 (2^{ème} trimestre 2019).

Les analyses mettent l'accent sur les écarts significatifs et suffisamment perceptibles.

Cinq chiffres clés de la conjoncture au 2^{ème} trimestre 2020

- **63%** des chefs d'entreprises ont assisté à la dégradation continue de leurs Chiffres d'affaires
- **66%** des chefs d'entreprises ont observé une dégradation de leur trésorerie, contre 54% au premier trimestre
- **37,1%** des entreprises ont revu leurs effectifs à la baisse
- **13,6%** seulement des entreprises trouvent les mesures gouvernementales face au Covid 19, appropriées
- **95%** des chefs d'entreprises ont subi une pression fiscale plus forte ou équivalente à celle du trimestre précédent

1 Tonalité des activités au 2^{ième} trimestre 2020 : les entreprises à l'épreuve de Covid 19 !

Les avis exprimés par les chefs d'entreprises au sujet de l'évolution des Chiffre d'affaires au cours du 2^{ième} trimestre 2020, confirment les ravages économiques de la crise sanitaires déjà dont les prémices étaient déjà annoncées au 1^{er} trimestre 2020.

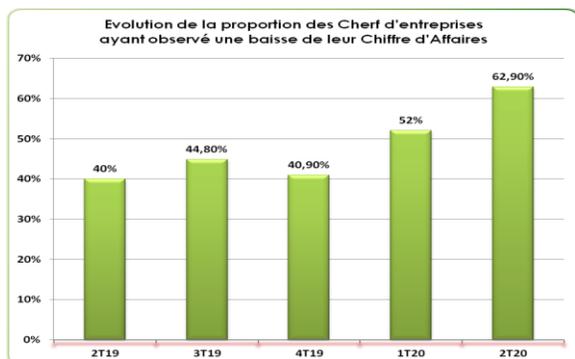
→ La morosité s'installe ?

De 58% en fin 2019, la proportion de chefs d'entreprises ayant observé une baisse ou une stabilité de leurs chiffres d'affaires est passée à **85%** au 2^{ème} trimestre 2020. Elle était de 70% au 1^{er} trimestre.

Dans la même lancée, la proportion des chefs d'entreprise ayant observé juste une baisse de leurs chiffres d'affaires est passée de 40,9% au 4T19 à 52% au 1^{er} trimestre 2020 pour se situer à **63%**. Ce trimestre aura ainsi été plus morose que les deux précédents.

La période de référence (avril-mai-juin) a en effet été l'épicentre de la crise sanitaire avec les conséquences économiques désastreuses induites par les différentes restrictions adoptées pour y faire face et surtout la psychose générale qu'elle a créée.

Pour confirmer le caractère généralisé de la crise, la proportion de chefs d'entreprises ayant observé une hausse de leurs chiffres d'affaires a chuté de moitié, se situant à seulement **15%** contre 30% au 1T20 et 42% au 4T19.



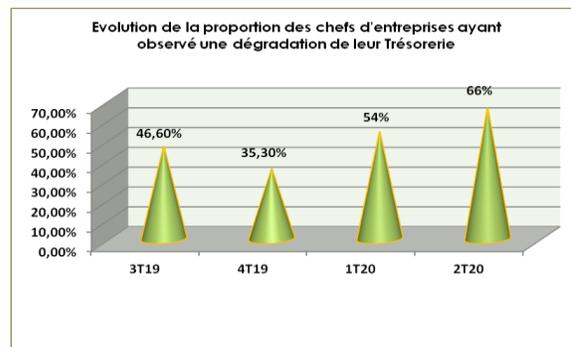
Pour ce qui est de l'évolution des stocks, une certaine stabilité s'est installée depuis le trimestre précédent. L'on relève ainsi une stabilité des stocks dans 42,6% des cas, une tendance haussière pour 22,1% au 2T20 contre 15% au 1^{er} trimestre. La crise a donc autant touché les ventes que la production.

→ Persistance de la pression fiscale et chute des investissements

Dans l'intervalle des deux trimestres, la tendance des **investissements** est à la baisse. En effet, presque **42%** des chefs d'entreprises ont indiqué avoir observé une baisse de leurs investissements contre 32% au 1T20. Pour **46,2%** des opinions exprimés, ceux-ci sont restés stables.

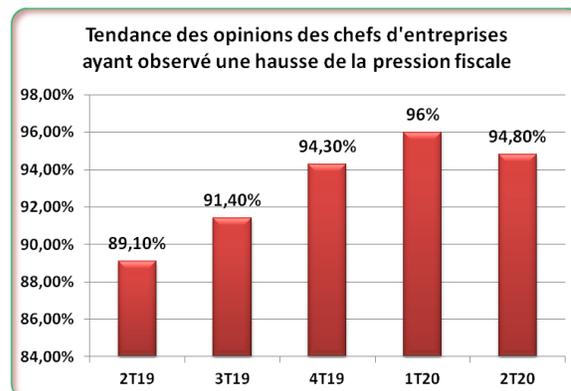
Quant à la trésorerie, la tendance reste à la dégradation et semble sous-tendre la relative baisse des investissements observée.

En effet, la proportion de chefs d'entreprises qui observent une dégradation de leur trésorerie ne cesse de croître, passant de 54% au 1T20 à **66%** au cours du trimestre sous revue. Ce pourcentage était de 46,6% au 3T19, et 35,3% au 4T19.



Pour ce qui est de l'endettement, l'on note une certaine stabilité entre les deux périodes. Une corrélation existerait ainsi entre cette tendance et celle de la trésorerie qui s'est dégradée dans une majorité de cas. En plus des ventes au plus bas, les entreprises ne parviennent pas à obtenir des crédits et doivent donc composer avec des crises aiguës de trésorerie.

En plus de ces différentes évolutions, **la perception d'une pression fiscale forte demeure élevée**. La proportion des opinions qui considèrent que la pression fiscale est en hausse a fléchi depuis 4 trimestres (60,3% au 3T19, 57% au 4T19, 44% au 1T20 pour se stabiliser à 44,8%). Seulement 5,2% sont indiquent avoir observé une baisse contre 4% au 1T20 et 3,8% au 4T19. Au final, **95%** des répondants ont indiqué avoir observé une pression fiscale en hausse ou équivalente à celle du trimestre précédent.



En glissement annuel, les avis concernant la pression fiscale confirment le sentiment d'un étai fiscal qui se resserre chaque jour davantage. De 89,1% au 2^{ème} trimestre 2019, on est passé à 95% d'opinions relevant une augmentation ou une stabilité de la pression fiscale.

Depuis six trimestres, au moins 9 chefs d'entreprises sur 10 peinent à se déployer à cause de cette forte de pression fiscale.

L'on pourrait se retourner vers certaines dispositions fiscales qui n'ont cessé de peser sur les mêmes structures qui supportent le paiement de l'impôt dans un environnement de tracasseries et de multiplication de la parafiscalité.

Tendance de l'activité	Hausse	Stable	Baisse	Total
Tendance du Chiffre d'Affaires	15,5 ↓	21,6 ↗	62,9 ↗	100%
Tendance des stocks (de Matières premières et de produits finis)	22,1 ↗	42,6 ↓	35,1 →	100%
Tendance de l'endettement	40,2 ↓	41,4 ↓	18,4 ↗	100%
Tendance de la trésorerie	9,6 ↓	41,4 ↗	18,4 ↓	100%
Tendance des investissements	11,8 ↓	46,2 ↗	41,9 ↗	100%
Tendance de la pression fiscale	44,8 ↗	50,0 ↓	5,2 ↗	100%
Tendance des effectifs	3,1 ↓	59,8 ↗	37,1 ↗	100%

↓ = Indique une proportion en baisse par rapport à celle du trimestre précédent

↗ = Indique une proportion en hausse par rapport à celle du trimestre précédent

→ = Indique une proportion identique à celle observée le trimestre précédent

→ Baisse continue des effectifs!

Comme au cours des trimestres précédents, les effectifs restaient stables chez la grande majorité des chefs d'entreprises. Depuis le 1^{er} trimestre 2020, l'on observe une hausse de la proportion de ceux qui ont dû réduire leurs effectifs. De 19,0% au 3T19, l'on est passé à 21,6% au 4T19, à 34% au 1T20 et finalement 37,1% pour la période sous revue. A l'opposé, trois fois moins d'entreprises ont procédé à des recrutements nouveaux.

Cette proportion est d'à peine **3%** contre 9,4% au 1T20. Elle était pourtant de 17,2% à 3T19 à 15,9% au 4T19.

Au regard des sept indicateurs qui figurent en entrée du tableau ci-dessus, la morosité a été globale, confirmant ainsi les constatations faites à l'occasion des enquêtes spécifiques menées par le GICAM sur les répercussions de la crise sanitaire.

2 Tendance anticipée pour le 3T20 : Déjà vers une retombée de la psychose !

Le climat de morosité qui s'était installé depuis la fin d'année 2019 devrait se poursuivre. Si la crise sanitaire l'a grandement accentué au 2T20, la crainte des effets dévastateurs s'estompait cependant déjà, si l'on s'en tient aux opinions des chefs d'entreprises.

S'agissant du chiffre d'affaires par exemple, seuls **34,4%** des chefs d'entreprises entrevoyaient une baisse pour le trimestre à venir, contre **67,3%** au 2^{ème} trimestre.

La pression fiscale demeurerait cependant une préoccupation constante selon la plupart des opinions exprimées. La

proportion des chefs d'entreprises anticipant des soucis fiscaux (pression fiscale stable ou en hausse) se **92%** par anticipation pour le 3 T20.

Les anticipations étaient **moins défavorables** sur l'évolution des investissements (19,8% contre 11,8% d'opinion pensant pouvoir faire des investissements nouveaux), des recrutements (7,5% contre 3,1% de hausse) et même de la trésorerie (baisse anticipée de 40% contre 66% relevée au 2T20).

Tendance anticipée (3T20)	Hausse	Stable	Baisse	Total
Tendance du Chiffre d'Affaires	32,3% ↗	33 ;3 ↗	34,4 ▼	100,00%
Tendance des stocks (de Matières premières et de produits finis)	29,6% ↗	46,5% ↗	23,9% ▼	100,00%
Tendance de l'endettement	37,6% ▼	49,4% ↗	12,5% →	100,00%
Tendance de la trésorerie	16,3% ▼	43,5% ↗	40,2% ▼	100,00%
Tendance des investissements	19,8% ▼	42,9% ↗	37,4% ▼	100,00%
Tendance de la pression fiscale	40,2% ↗	52,2% ▼	7,6% →	100,00%
Tendance des effectifs	7,5% ↗	65,6% ↗	7,6% ▼	100,00%

--▼= Indique une proportion en baisse par rapport à celle du trimestre précédent

↗= Indique une proportion en hausse par rapport à celle du trimestre précédent

→ = Indique une proportion identique à celle observée le trimestre précédent

3 Faiblesses et menaces : La psychose de la pandémie du covid-19 accentuée par l'insuffisance des mesures de soutien du Gouvernement

Des paramètres retenus pour évaluer le poids des faiblesses internes aux entreprises et des menaces relatives à l'environnement des affaires au cours de ce trimestre, trois ont été introduits après la survenue de la crise sanitaire Covid-19, il s'agit de :

- (i) les exigences de réorganisation du travail en interne ;
- (ii) les restrictions instaurées par les pouvoirs publics et ;
- (iii) la psychose engendrée par la pandémie.

→ La psychose issue de la crise sanitaire persiste...

Selon les opinions des chefs d'entreprises, les deux derniers facteurs cités ont été les plus contraignants pour les activités des entreprises au cours du 2^{ème} trimestre. Ils éclipsent même les problématiques sécuritaires, notamment la crise des régions du SW et NW.

(i) En termes d'envergure, **la psychose consécutive à la survenance du covid-19** se présente comme la **première entrave** qui a perturbé les activités des entreprises au cours du 2^{ème} trimestre 2020. Ce sont **92,8%** des opinions qui se sont exprimées indiquant avoir ressenti de manière très importante et importante la psychose engendrée par la pandémie.

(ii) les mesures prises par les pouvoirs publics en termes de restriction face au covid-19, constituent la deuxième contrainte majeure pour les chefs d'entreprises. En effet, **84,6%**

des opinions estiment que l'impact est très important (49,5%) et important (35,1%).

(iii) le phénomène de concurrence demeure un handicap et se situe en 3^{ème} position en termes d'incidence parmi les menaces. Il s'est accentué en fin d'année 2019 en lien avec les fêtes de fin d'année, s'est perpétué au 1T20 et continue de peser sur les chefs d'entreprises. **82,5%** d'opinion qui relève cette contrainte comme très importante ou importante. Il s'agit ici probablement d'un déficit persistant de régulation et de contrôle des marchés, nécessaire pour une saine concurrence.

(iv) **l'insécurité qui sévit dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest** demeure une préoccupation majeure. Pour **81%** de chefs d'entreprise, elle restait un handicap pour le développement de leurs affaires. Cette proportion était de 75,5% au 1T20 et 72% en fin 2019.

(vi) Le facteur lié aux **Tracasseries administratives** continue de peser négativement sur l'activité des entreprises. Au cours du 2^{ème} trimestre 2020, il est perçu par **79,2%** des chefs d'entreprises comme un handicap important ou très important contre 74,4%, au trimestre précédent.

→ Le transfert de devises à l'épreuve de la crise sanitaire mondiale... ?

Dans le contexte de crise Covid, l'on note que les difficultés de transfert de devises dont l'impact avait semblé s'estomper, resurgissent.

En effet, les opinions exprimées pour un impact très important a doublé entre le 1^{er} et le 2^{ème} deuxième trimestre, passant de **24,4% à 41,7%**. Cette proportion était de 54% à au 4T19. Ce qui laisse penser qu'il

s'agit d'une autre conséquence de la crise en lien notamment avec les restrictions imposées dans la plupart des pays partenaires.

Faiblesses/menaces	Très important	Important	Peu important	Total
Insuffisance de la demande	45,9% ↗	30,6% ↓	23,5% ↓	100%
Insuffisance des capacités (équipements, matériels, ...)	15,8% ↗	21,1% ↓	63,2% ↗	100%
Difficultés d'accès aux financements	26,8% ↗	29,9% ↓	43,3% →	100%
Difficultés d'approvisionnement	36,8% ↗	18,9% ↓	44,3% ↓	100%
Insuffisance d'énergie électrique et des autres facteurs de production	25,5% ↓	33,0% ↗	41,5% ↗	100%
Concurrence	37,1% ↗	45,4% ↗	17,5% ↓	100%
Tracasseries administratives	32,3% ↗	46,9% ↗	20,8% ↓	100%
Retard de paiement (délais de paiement, décomptes des marchés, crédits de TVA)	46,4% ↗	30,9% ↓	22,7% ↓	100%
Difficultés d'accès aux devises	41,7% ↗	27,7% ↗	31,3% ↓	100%
Insécurité dans les régions du SW et NW	44,2% ↗	36,8% ↗	18,9% ↓	100%
Nouvelles dispositions de la LDF 2019	21,4% ↗	44,9% ↗	33,7% ↓	100%
Réorganisation du travail (mise en congé partiel, télétravail...) suite au covid-19	28,6% ↓	36,7% ↓	34,7% ↗	100%
Restrictions annoncées le 17 mars pour barrer la voie au Covid-19	49,5% ↓	35,1% ↓	15,5% ↓	100%
Psychose engendrée par la pandémie du Covid-19 (menace sanitaire)	56,1% ↗	36,7% ↓	7,1% ↓	100%

↘ = Indique une proportion en baisse par rapport à celle du trimestre précédent

↗ = Indique une proportion en hausse par rapport à celle du trimestre précédent

→ = Indique une proportion identique à celle observée le trimestre précédent

→ Le poids non négligeable des autres facteurs exogènes...

D'autres préoccupations ont été exprimées par les chefs d'entreprises relevant des facteurs exogènes ayant contribué à entretenir la morosité.

Il s'agit notamment de la fermeture des frontières, des distorsions constatées dans l'application de certaines dispositions de la Loi de Finances, notamment en ce qui concerne le paiement des droits d'accises

sur les matières premières en douane, des difficultés de liaison entre les ports de Kribi et Douala, des perturbations récurrentes de la connexion internet et des appels téléphoniques, des perturbations climatiques qui affectent le calendrier agricole, etc.

L'on relève également le non-respect des engagements relatifs à l'organisation des compétitions internationales et la corruption.

4 Forces et opportunités : Désert d'opportunités en l'absence de mesures de soutien étatique, face au covid-19 !

En plus facteurs généralement retenus pour jauger les performances réalisées par les unités de production sur la base de leurs forces internes et des opportunités offertes par l'environnement externe, deux autres indicateurs, imposés par la survenue de la crise Covid-19 ont été pris en compte.

A l'analyse des avis exprimés par les chefs d'entreprises, les facteurs qui ont constitué des opportunités pour le développement de

l'ont été en la faveur des livraisons de certains biens et services contribuant à la lutte contre la pandémie.

Le **pouvoir d'achat des consommateurs a ainsi stagné** et ne constituait un facteur encourageant que selon 14,7% des opinions contre 13,6% au trimestre précédent.

Par ailleurs, les commandes se sont un peu améliorées ; elles ont été en hausse chez

30% des entreprises contre 13% au trimestre précédent.

Les chefs d'entreprises ont visiblement été déçus par les **mesures gouvernementales de soutien annoncées** face à la pandémie Covid-19. La proportion d'entre eux qui y voyaient une opportunité en net recul un trimestre plus tard ; passant de 17% à 13%. **63,2%** indiquent que l'impact de celles-ci sera peu important.

S'agissant de la hausse des demandes relativement à la **fourniture de certains biens et services**, elle a connu une légère embellie et constituait comme une opportunité très importante pour **29,9%** et importante pour **27,8%**. Cette opportunité se présentait comme très importante seulement pour 17,4% au cours du 1T20 des

chefs d'entreprises et importante pour 23,9% d'entre eux.

Le statut de zones économiquement sinistrés, reconnu aux Régions SW, NW et EN, **demeure très peu perçu comme une opportunité**. La proportion des chefs d'entreprises qui le considère comme telle demeure faible, 16,7% tandis que **69,8%** n'y trouvent pas grand intérêt.

Sur un autre plan, pour ce qui est de **l'amélioration de l'environnement des affaires**, plus de la moitié des chefs d'entreprises interrogés n'y trouvent pas d'avancées (51%).

Opportunités/forces	très important	Important	peu important	Total
Hausse des commandes / opportunités de marchés	29,9% ↗	27,8% ↗	42,3% ↓	100%
Hausse du pouvoir d'achat des consommateurs	14,7% ↗	21,1% ↓	64,2% ↓	100%
Accessibilité et coût des matières premières	22,8% ↗	22,8% ↓	54,3% →	100%
Facteurs de production	14% ↓	33,3% ↗	52,7% ↓	100%
Amélioration de l'environnement des affaires	24,0% ↗	25,0% ↓	51,0% ↓	100%
Statut de Zone Economiquement Sinistré (SW, NW, EN)	16,7% ↗	13,58% ↓	69,8% ↗	100%
Mesures gouvernementales face au Covid 19	13% ↓	23,2% ↓	63,2% ↗	100%
Accroissement de la demande de certains biens et services face au Covid 19	10,3% ↓	24,7% ↗	64,9% ↗	100%

↓ = Indique une proportion en baisse par rapport à celle du trimestre précédent

↗ = Indique une proportion en hausse par rapport à celle du trimestre précédent

→ = Indique une proportion identique à celle observée le trimestre précédent

En définitive, au cours du 2^{ème} trimestre 2020, les dégâts causés par la pandémie se sont accentués, aggravant la morosité observée depuis quelques trimestres.

Les incertitudes, alimentées par les prévisions alarmistes des répercussions de la pandémie en Afrique ont généré un climat de psychose peu propice aux affaires ;

toute chose que la timidité des mesures de soutien annoncées par le Gouvernement ne pouvaient enrayer.

Les allègements divers ou autres mesures d'accompagnement et de soutien, sollicitées par les entreprises à la dimension du désastre sont restés sans suite concrète.